

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IDEAL FIBRES & FABRICS COMINES

Rue de l'Energie
BP 10085
59560 Comines

Références : -
Code AIOT : 0007001184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement IDEAL FIBRES & FABRICS COMINES implanté Rue de l'Energie BP 139 59557 Comines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEAL FIBRES & FABRICS COMINES
- Rue de l'Energie BP 139 59557 Comines
- Code AIOT : 0007001184
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IDEAL FIBRES & FABRICS fait partie du groupe BEAULIEU International. Spécialisé dans la confection de fibres synthétiques, le site de Comines comporte divers ateliers de production textile incluant notamment un atelier d'extrusion, des lignes de retorderie et d'ennoblissement par thermofixation.

Le site, localisé à Comines, en bordure de la Lys, s'étend sur environ 17,6 hectares.

Il est autorisé par arrêté préfectoral du 07 décembre 2016 accordant à la S.A. IDEAL FIBRES & FABRICS l'autorisation d'exploiter une unité de fabrication de fibres synthétiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Incendie	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne les moyens de protection incendie (RIA, sprinkler, ressource en eau), l'exploitant a répondu aux non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection. Néanmoins, le rapport de vérification des RIA de avril 2025 mentionne deux lances hors service ainsi qu'une fuite sur un RIA (sur les 65 RIA contrôlés) ainsi qu'une pression excessive du réseau RIA. L'exploitant a donc passé commande le 14/01/26 auprès de la société Uxello pour remédier à ces points.

Il est constaté que l'installation d'extinction automatique incendie de type sprinkler n'a pas fait l'objet de la visite trentennale requise, laquelle devait intervenir à compter de l'année 2023. Il est donc demandé à l'exploitant de fournir sous deux mois le bon de commande pour la réalisation de la visite trentennale de son installation d'extinction automatique de type sprinkler.

Enfin, en ce qui concerne les installations électriques, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois les tableaux de suivi mis à jour des non-conformités Q18 et Q19. Ces tableaux devront préciser pour chaque action une date butoir (deadline) pour la mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations électriques
Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. (...)Les installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Demande formulée à l'exploitant à la suite de l'inspection du 23 mai 2024 :L'exploitant transmet à l'inspection les prochains rapports Q18 et Q19 suite à contrôle 2024 dès réception afin de justifier que les non-conformités pouvant générer un risque d'incendie ou d'explosion ont été levées.

Constats :

L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification des installations électriques Q18 et Q19 réalisés en 2024 et 2025 sur ses installations électriques.

L'exploitant tient à jour deux tableaux de suivi des non-conformités électriques et des actions réalisées pour la mise en conformité (un premier pour les installations électriques, un second pour les contrôles par thermographie des armoires électriques. A chaque non-conformité est associé un ordre de travail (OT) et la personne responsable de la mise en conformité. Les contrôles de 2024 et 2025 ont mis en lumière des non-conformités électriques supplémentaires. Le tableau de suivi 2025 montre:

- en ce qui concerne les installations électriques (Q18): 82 actions sont recensées sur l'année 2025 parmi lesquelles 5 nécessaires suite à contrôles de 2015 à 2023 (dont 4 au niveau des locaux administratifs), 59 suite à contrôle de 2024 et 18 suite à contrôle de 2025. Au jour de la visite d'inspection, 15 actions de mise en conformité ont été réalisées. D'autres sont prévues lors de l'arrêt annuel de décembre 2025.

- en ce qui concerne les armoires électriques (Q19, contrôles par thermographie): 18 actions sont recensées sur l'année 2025 parmi lesquelles 12 nécessaires suite à contrôles de 2023, 1 suite à contrôle de 2024 et 5 suite à contrôle de 2025. Au jour de l'inspection, 8 actions de mise en conformité ont été réalisées dont 7 sur des non-conformités de 2023.

L'exploitant réalise un suivi de ses installations électriques et des non-conformités relevées lors des contrôles périodiques. Des non-conformités électriques demeurent néanmoins et les tableaux de suivi ne précisent pas de dates butoirs (deadline) pour la mise en conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois les tableaux de suivi mis à jour des non-conformités Q18 et Q19. Ces tableaux devront préciser pour chaque action une date butoir (deadline) pour la mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 2 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
 - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
 - d'extincteurs répartis sur le site en fonction des risques ; à l'intérieur de la partie entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
 - de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Le réseau RIA est surpressé par le réseau de sprinklage.
 - le site est entièrement sprinklé (excepté les locaux électriques). L'installation de sprinklage est alimenté par deux cuves de 750 m³ ;
 - d'une citerne hors sol avec dispositif d'aspiration privée d'une capacité de 300 m³ située le long de la voie d'échelle et possédant 1 emplacement de mise en aspiration.
 - d'une zone d'aspiration inépuisable située sur la Lys à 300 mètres du site possédant un emplacement de mise en aspiration conforme à l'instruction technique départementale annexée à l'arrêté préfectoral du 24/01/2002 modifié ;
 - de plusieurs appareils d'incendie (poteaux) du réseau privé, implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil
 - de plusieurs appareils d'incendie (poteaux) du réseau public implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 500 mètres d'un appareil. Le débit simultané en utilisant au moins un hydrant privé et un hydrant public atteint 275m³/heure sous un bar. Dans le cas où le débit simultané ne serait pas atteint, un second point d'aspiration sera aménagé sur la Lys .Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;
- L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

Il a été demandé à l'exploitant suite à la visite du 23 mai 2024:

- de transmettre sous 1 mois le bon de commande relatif à la réparation des défauts sur le réseau RIA. En ce qui concerne la pression excessive sur le réseau, la possible mise en place d'un limiteur de pression doit être étudiée (en lien avec le mainteneur de l'installation de sprinklage au réseau de laquelle il est raccordé);
- de transmettre sous 6 mois un rapport de vérification complet de l'installation de sprinklage suivant un référentiel reconnu (formulaire APSAD Q1);
- de transmettre sous 3 mois le bon de commande relatif à la mise en place d'une citerne souple d'eau incendie et sous 6 mois la confirmation de son installation.

Constats :

- Robinets Incendie Armés (RIA):

L'exploitant a passé commande le 19 septembre 2024 pour la réfection des RIA défectueux.

5 RIA ont été remplacés, 10 RIA réparés. Par sondage, l'inspection constate sur le terrain le remplacement effectif des RIA n° 5 et n°11.

En ce qui concerne la pression excessive sur le réseau RIA, pouvant générer des fuites au niveau des lances, l'exploitant a passé commande le 14/01/2026 auprès de la société Uxello pour la pose de deux réducteurs de pression sur les départs du réseau RIA.

L'exploitant a transmis post-inspection le dernier rapport de vérification des RIA de avril 2025. Celui-ci mentionne deux lances "Hors Service" et une fuite sur un RIA. Le rapport mentionne également la pression excessive du réseau RIA. L'exploitant a passé commande le 14/01/2026 auprès de la société Uxello pour le remplacement du RIA fuyard et des deux lances.

- Sprinkleur:

L'exploitant a présenté le rapport de vérification de l'installation sprinkleur réalisé selon le référentiel APSAD R1 par la société Uxello le 6/03/2025. Le rapport mentionne l'absence de non conformité susceptible de mettre en échec l'installation. Des observations et améliorations sont néanmoins proposées. La prochaine vérification semestrielle est programmée en décembre 2025. Il est précisé à l'exploitant que l'installation sprinkleur ayant été mise en service en 1993, celle-ci aurait du faire l'objet d'une visite trentennale d'entretien depuis 2023. L'exploitant précise que celle-ci sera réalisée en 2026.

- Besoins en eau / Réserve incendie:

Il est constaté la mise en place d'une citerne souple d'incendie de 480 m3 sur le site. Celle-ci dispose de deux raccords et une aire de mise en station des engins est balisée au sol. Les besoins en eau d'extinction sur le site sont donc respectés.

La citerne a fait l'objet d'une reconnaissance opérationnelle initiale du SDIS le 2 juin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir sous deux mois le bon de commande pour la réalisation de la visite triennale de son installation d'extinction automatique de type sprinkler.

Type de suites proposées : Sans suite